



Le FBI et la CIA sont les réelles menaces à la «sécurité nationale»

Par [Cynthia Chung](#)

Mondialisation.ca, 12 novembre 2020

[Strategic Culture](#) 19 octobre 2020

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

« La trahison ne prospère jamais ; quelle en est la raison ? Parce que si elle prospère, personne n'ose l'appeler trahison ».

– Sir John Harrington.

Comme Shakespeare le disait dans sa pièce Hamlet, « Quelque chose est pourri dans le Royaume du Danemark », comme un poisson qui commence à pourrir par la tête, de même les systèmes gouvernementaux corrompus pourrissent de haut en bas.

C'était une référence au système de gouvernement du Danemark et pas seulement au meurtre odieux que le roi Claudius a commis contre son frère, le père d'Hamlet. Cela est mis en évidence dans la pièce par la référence au fait que l'économie du Danemark est en ruine et que le peuple danois est prêt à se révolter puisqu'il est sur le point de mourir de faim. Le roi Claudius n'est roi que depuis quelques mois, et donc cet état de choses, bien qu'il soit explosif, ne lui est pas imputable.

Ainsi, en cette période de grands mouvements sociaux, nous devrions nous demander comment est constitué le « système de gouvernement » des États-Unis et d'où proviennent les injustices actuelles.

La tragédie d'Hamlet ne réside pas seulement dans l'action (ou l'absence d'action) d'un seul homme, mais elle est plutôt contenue dans les choix et les actions de tous ses principaux personnages. Chaque personnage ne voit pas les conséquences à long terme de ses propres actions, ce qui mène non seulement à sa ruine mais aussi à l'effondrement final du Danemark. Les personnages sont tellement pris dans leurs antagonismes qu'ils ne parviennent pas à prévoir que leur propre destruction est intimement liée à celle des autres.

C'est le reflet d'un système défaillant.

Un système qui, bien qu'il se croie en lutte acharnée pour sa propre survie, ne fait que creuser une tombe plus profonde. Un système qui est incapable de générer de véritables solutions aux problèmes auxquels il est confronté.

La seule façon de s'en sortir est de s'attaquer à ce fait même. La question la plus importante qui décidera du sort du pays est de savoir quels types de changements vont se produire dans l'appareil politique et de renseignements, de telle sorte que la poursuite de cette trahison tyrannique soit enfin arrêtée net et ne puisse plus semer la discorde et le chaos.

Quand la « vérité » devient une menace pour la « sécurité nationale »

Lorsque établir la vérité est présenté comme une menace possible pour ceux qui gouvernent un pays, vous n'avez plus d'État démocratique. Il est vrai que tout ne peut pas être divulgué au public en temps réel, mais nous sommes assis sur une montagne de matériel de renseignement classifié qui remonte à plus de 60 ans.

Combien de temps doit-il s'écouler avant que le peuple américain ait le droit de connaître la vérité sur ce que ses agences gouvernementales ont fait dans son propre pays et à l'étranger au nom du monde « libre » ?

Après avoir reconnu ce fait, toute la question de la déclassification en temps réel des documents relatifs au scandale du Russiagate, et non pas une divulgation publique de documents très censurés dans 50 ans, est essentielle pour faire face à cette putréfaction qui mijote depuis [l'odieux assassinat](#) du président Kennedy, le 22 novembre 1963, et dont nous attendons toujours la divulgation complète des documents classifiés, 57 ans plus tard.

Si le peuple américain veut vraiment voir enfin qui se cache derrière ce rideau, c'est le moment.

Ces bureaux de renseignements doivent être examinés pour déterminer le type de méthode et de norme qu'ils appliquent dans la collecte de leurs « renseignements », qui ont soi-disant justifié l'enquête Mueller et l'enquête sans fin sur Flynn, qui n'ont fourni aucune preuve concluante pour étayer leurs allégations et qui ont massivement empiété sur la capacité du gouvernement élu à apporter les changements qu'il avait promis au peuple américain.

Tout comme la guerre en Irak et en Libye, qui était basée sur des renseignements britanniques manipulés (voir [ici](#) et [ici](#)), le Russiagate semble aussi avoir été impulsé par nos amis du MI6. Il n'est pas surprenant que Sir Richard Dearlove, qui était alors le chef du MI6 (1999-2004) et qui a [supervisé et soutenu](#) les renseignements frauduleux sur l'Irak déclarant qu'ils achetaient de l'uranium du Niger pour construire une arme nucléaire, soit le même Sir Richard Dearlove qui a promu le dossier du Russiagate de Christopher Steele comme quelque chose de « crédible » pour les services de renseignement américains.

En d'autres termes, le même homme qui est en grande partie responsable de l'invasion illégale de l'Irak, qui a déclenché les guerres sans fin contre la « terreur », justifiées elles aussi par des renseignements britanniques falsifiés, est également responsable du lancement de la chasse aux sorcières russes qui a eu lieu aux États-Unis ces quatre dernières années ... à cause de renseignements britanniques falsifiés, et le FBI et la CIA sont sciemment complices de cela.

Ni le peuple américain, ni le monde dans son ensemble ne peuvent se permettre de souffrir davantage de ces soi-disant « erreurs » des services de renseignements. Il est temps que ces administrations soient tenus responsables, au mieux, de négligence criminelle, au pire, de trahison contre leur propre pays.

Quand les grandes figures qui apportent l'espoir sont ciblées comme des menaces pour la « sécurité nationale »

[Le rapport](#) « Family Jewels », qui était une enquête menée par la CIA pour enquêter sur elle-

même, a été encouragé par le scandale du Watergate et le rôle anticonstitutionnel de la CIA dans toute cette affaire. Cette enquête de la CIA a examiné sa propre conduite des années 1950 jusqu'au milieu des années 1970.



[Le rapport « Family Jewels » n'a été que partiellement déclassifié](#) le 25 juin 2007 (30 ans plus tard). La publication du rapport expurgé s'accompagnait d'un résumé de six pages avec l'introduction suivante :

« L'Agence centrale de renseignements a violé sa charte pendant 25 ans jusqu'à ce que les révélations d'écoutes illégales, de surveillance intérieure, de complots d'assassinat et d'expérimentations humaines conduisent à des enquêtes officielles et à des réformes dans les années 1970". [c'est nous qui soulignons]

Malgré cette violation reconnue de sa charte pendant 25 ans, c'est-à-dire à peu près depuis sa création, les détails de ces informations ont été tenus secrets pendant 30 ans, non seulement pour le public mais aussi pour les principaux organismes gouvernementaux, et il a été laissé à l'agence elle-même de juger de la meilleure façon de « réformer » ses méthodes.

Le 22 décembre 1974, le New York Times [publiait un article](#) de Seymour Hersh exposant les opérations illégales menées par la CIA, surnommées les « bijoux de famille ». Il s'agissait notamment de programmes d'actions secrètes impliquant des tentatives d'assassinat de dirigeants étrangers et des tentatives secrètes de subversion de gouvernements étrangers, qui étaient signalées pour la première fois. En outre, l'article traitait des efforts déployés par les services de renseignement pour recueillir des informations sur les activités politiques des citoyens américains.

En grande partie en réaction aux conclusions de Hersh, la création du Church Committee a été approuvée le 27 janvier 1975 par un vote de 82 contre 4 au Sénat.

Le [rapport final](#) du Church Committee a été publié en avril 1976, comprenant [sept volumes](#) d'auditions au Sénat.

Le Church Committee a également publié un [rapport intérimaire](#) intitulé « Allégations de complots d'assassinat impliquant des dirigeants étrangers », qui enquêtait sur les tentatives présumées d'assassinat de dirigeants étrangers, notamment Patrice Lumumba au Zaïre, Rafael Trujillo en République dominicaine, Ngo Dinh Diem au Vietnam, le général René Schneider au Chili et Fidel Castro à Cuba. Le président Ford a tenté de cacher le rapport au public, mais a échoué et a émis à contrecœur [le décret 11905](#) après la pression du public et du Church Committee.

L'Executive Order 11905 est un décret présidentiel américain signé le 18 février 1976 par un président Ford très réticent dans le but de réformer la communauté du renseignement des États-Unis, d'améliorer le contrôle des activités de renseignement étranger et d'interdire les assassinats politiques.

Cette tentative est maintenant considérée comme un échec et a été largement annulée par le président Reagan qui a émis [le décret 12333](#) qui étendait les pouvoirs et les responsabilités des agences de renseignement américaines et ordonnait aux dirigeants des agences fédérales américaines de coopérer pleinement avec la CIA, ce qui revenait au système initial quand la CIA avait pleine autorité sur les opérations clandestines (pour plus d'informations à ce sujet, consultez mes documents [ici](#) et [ici](#)).

En outre, le Church Committee a produit sept études sur les opérations secrètes, mais seule celle sur le Chili a [été publiée](#), intitulée « Action secrète au Chili : 1963-1973 ». Les autres ont été gardées secrètes à la demande de la CIA.

L'une des révélations les plus choquantes du Church Committee a été la découverte de l'[opération SHAMROCK](#), dans le cadre de laquelle les principales sociétés de télécommunications ont partagé leurs données avec la NSA, de 1945 au début des années 1970. Les informations recueillies dans le cadre de cette opération ont directement alimenté la liste de surveillance de la NSA. Il a été découvert au cours des enquêtes du comité que le sénateur Frank Church, qui supervisait le Church Committee, figurait parmi [les noms importants](#) sous surveillance sur cette liste de surveillance de la NSA.

En 1975, le Church Committee décidait de déclassifier unilatéralement les détails de cette opération, malgré les objections de l'administration du président Ford (voir [ici](#) et [ici](#) pour plus d'informations).

Les rapports du Church Committee constituent l'examen le plus complet des activités de renseignement jamais mis à la disposition du public. Une grande partie de leur contenu a été classifiée, mais plus de 50 000 pages ont été déclassifiées en vertu de la loi nommée President John F. Kennedy Assassination Records Collection Act, de 1992, sur la collecte des dossiers d'assassinat.

Le président Kennedy a été assassiné à Dallas, Texas, le 22 novembre 1963. Deux jours avant son assassinat, un prospectus de haine contre Kennedy (voir photo) circulait à Dallas, accusant le président d'activités traîtresses, notamment d'être un sympathisant communiste.



WANTED
FOR
TREASON

THIS MAN is wanted for treasonous activities against the United States:

1. Betraying the Constitution (which he swore to uphold):
He is turning the sovereignty of the U. S. over to the communist controlled United Nations.
He is betraying our friends (Cuba, Katanga, Portugal) and befriending our enemies (Russia, Yugoslavia, Poland).
2. He has been **WRONG** on innumerable issues affecting the security of the U.S. (United Nations-Berlin wall-Missile removal-Cuba-Wheat deals-Test Ban Treaty, etc.)
3. He has been lax in enforcing Communist Registration laws.
4. He has given support and encouragement to the Communist inspired racial riots.
5. He has illegally invaded a sovereign State with federal troops.
6. He has consistently appointed Anti-Christians to Federal office: Upholds the Supreme Court in its Anti-Christian rulings. Aliens and known Communists abound in Federal offices.
7. He has been caught in fantastic LIES to the American people (including personal ones like his previous marriage and divorce).

Le 1^{er} mars 1967, le procureur de la Nouvelle-Orléans, Jim Garrison, a arrêté et accusé Clay Shaw de conspiration en vue d'assassiner le président Kennedy, avec l'aide de David Ferrie et d'autres personnes. Après un procès d'un peu plus d'un mois, Shaw a été déclaré non coupable le 1er mars 1969.

David Ferrie, un référent de Lee Harvey Oswald, qui allait être un témoin clé et aurait fourni la preuve écrasante le liant à Clay Shaw, a probablement été assassiné le 22 février 1967, moins d'une semaine après que la nouvelle de l'enquête de Garrison ait été diffusée dans les médias.

Selon les conclusions de l'équipe de Garrison, il y avait des raisons de croire que la CIA était impliquée dans l'orchestration de l'assassinat du président Kennedy, mais l'accès à des documents classifiés (presque tout ce qui concernait l'affaire était classifié) était nécessaire pour poursuivre une telle enquête.

Bien que l'équipe de Garrison ait manqué de preuves directes, elle a pu rassembler une immense quantité de preuves circonstancielles, qui auraient dû justifier l'accès à des documents classifiés pour une enquête plus approfondie. Au lieu de cela, l'affaire a été rapidement rejetée, elle est maintenant traitée comme si c'était un numéro de cirque. [Voir le livre de Garrison pour plus de détails et [le film](#), JFK, d'Oliver Stone, qui a fait l'objet d'excellentes recherches]

À ce jour, c'est le seul procès qui ait été intenté concernant l'assassinat du président Kennedy.

L'Assassinations Records Review Board (ARRB) a été créé en 1994, par le Congrès qui avait promulgué la loi de 1992 sur la collection de documents relatifs à l'assassinat du président John F. Kennedy, qui impose que tous les documents relatifs à l'assassinat soient conservés dans une seule collection au sein de l'administration des archives et des dossiers nationaux. En juillet 1998, [un rapport](#) publié du personnel de l'ARRB soulignait les lacunes de l'autopsie originale.

L'ARRB écrivait : « Une des nombreuses tragédies de l'assassinat du président Kennedy a été l'incomplétude du dossier d'autopsie et le soupçon causé par le voile de secret qui a entouré les dossiers existants. » [c'est nous qui soulignons]

[Le rapport](#) du personnel de l'Assassinations Records Review Board affirme que les photographies du cerveau figurant dans les dossiers de Kennedy ne sont pas celles du cerveau de Kennedy et montrent des dommages beaucoup moins importants que ceux subis par Kennedy.

Le Washington Post [reportait](#) :

Interrogé sur l'épisode de la cantine [où il a été entendu dire que ses notes sur l'autopsie avaient disparu] dans une déposition de mai 1996, Finck a déclaré qu'il ne s'en souvenait pas. Il a également été vague sur le nombre de notes qu'il a prises pendant l'autopsie mais a confirmé qu'« après l'autopsie, j'ai également écrit des notes » et qu'il a remis toutes les notes qu'il avait au médecin en chef de l'autopsie, James J. Humes.

On sait depuis longtemps que Humes a détruit des documents d'autopsie originaux dans une cheminée de sa maison le 24 novembre 1963. Il a déclaré à la Commission Warren que ce qu'il avait brûlé était un projet original de son rapport d'autopsie. Interrogé de manière persistante lors d'une déposition faite par la commission en février 1996, Humes a déclaré avoir détruit le projet et ses « notes originales ».

... Montrant des photos officielles d'autopsie de Kennedy provenant des Archives Nationales, [Saundra K.] Spencer [qui travaillait dans « le laboratoire de la Maison Blanche »] a dit que ce n'étaient pas celles qu'elle avait aidé à traiter et qu'elles étaient imprimées sur un papier différent. Elle a dit « qu'il n'y avait pas de sang ni de cavités ouvertes » et que les blessures étaient beaucoup plus petites sur les photos... [que ce sur quoi elle avait] travaillé...

John T. Stringer, qui a dit être le seul à avoir pris des photos pendant l'autopsie elle-même,

a déclaré que certaines d'entre elles étaient également manquantes. Il a dit que les photos qu'il a prises du cerveau de Kennedy lors d'une « autopsie supplémentaire » étaient différentes du jeu officiel qui lui a été montré. [c'est nous qui soulignons]

Cela montre non seulement que des preuves ont été falsifiées, comme le reconnaît même la Commission Warren, mais cela remet en question la fiabilité de l'ensemble du dossier de l'assassinat de John F. Kennedy et la mesure dans laquelle les preuves ont été falsifiées et contrefaites dans ces dossiers.

Nous ferions également bien de nous souvenir des nombreux crimes dont le FBI et la CIA ont été coupables d'avoir commis sur le peuple américain, comme pendant la période du maccarthysme. Que le COINTELPRO du FBI a été impliqué dans des opérations secrètes contre des membres du mouvement des droits civils, dont Martin Luther King Jr. dans les années 1960. Que le directeur du FBI, J. Edgar Hoover, n'a pas caché son hostilité envers le Dr King et sa croyance ridicule selon laquelle King était influencé par les communistes, bien qu'il n'ait aucune preuve pour le montrer.


NY Herald Tribune 400 19 Nov. 1964

FBI Chief Calls Martin Luther King 'The Most Notorious Liar in Country'

By United Press International
WASHINGTON.

FBI director J. Edgar Hoover said yesterday that the Rev. Dr. Martin Luther King Jr. was "the most notorious liar in the country" for claiming FBI agents in Albany, Ga., would take no action on civil rights complaints because they are Southerners.

Caryl Rivers, Washington correspondent of the San Juan, Puerto Rico, newspaper El Mundo, reported that Mr. Hoover made the statement in a group interview with 20 women reporters who arranged periodic meetings with Washington officials.



J. Edgar HooverDr. Martin Luther King

King a été assassiné le 4 avril 1968 et le mouvement des droits civils a subi un coup fatal.

En novembre 1975, alors que le Church Committee achevait son enquête, le ministère de la Justice a formé un groupe de travail pour examiner le programme de harcèlement du FBI à l'encontre du Dr King, y compris les enquêtes de sécurité du FBI sur lui, son assassinat et l'enquête criminelle menée par le FBI qui a suivi. L'un des aspects de l'étude du groupe de travail consistait à déterminer « si toute mesure prise à l'égard du Dr King par le FBI avant l'assassinat a eu, ou aurait pu avoir, un effet, direct ou indirect, sur cet événement ».

[Dans son rapport](#), la Task Force a critiqué le FBI non pas pour l'ouverture, mais pour la poursuite prolongée de son enquête de sécurité sur le Dr King :

« Nous pensons que l'enquête de sécurité, qui comprenait une surveillance physique et technique, aurait dû être terminée ... en 1963. Le fait qu'elle ait été intensifiée et complétée

par une campagne de type COINTELPRO contre le Dr King était injustifié ; la campagne de type COINTELPRO, de plus, était très probablement ... criminelle ».

En 1999 a eu lieu [le procès](#) civil King Family v. Jowers à Memphis, Tennessee. La transcription complète du procès peut être [consultée ici](#). Le jury a conclu que Lloyd Jowers et d'autres personnes non nommées, y compris celles occupant des postes de haut niveau au sein d'organismes gouvernementaux, ont participé à un complot visant à assassiner le Dr King.

Au cours des quatre semaines de procès, il a été souligné que le fusil prétendument utilisé pour assassiner King n'avait pas une portée suffisante, ce qui signifie que vous n'auriez pas pu traverser l'épaisseur d'un mur de grange avec ce fusil, donc qu'elle ne pouvait pas être l'arme du crime.

Cela n'a été remarqué que plus de 30 ans après l'assassinat de King et a montré le niveau d'incompétence, ou plus probablement, la falsification de preuves qui a été commise lors des précédentes enquêtes menées par le FBI.

Les cas de JFK et de MLK sont les cas d'assassinat les plus médiatisés de l'histoire américaine, et il a été démontré dans les deux cas que des preuves ont effectivement été falsifiées, malgré l'intérêt du public. À quoi devons-nous donc nous attendre comme norme d'enquête pour tous les autres cas de malversations ? Comment pouvons-nous espérer que la justice soit toujours respectée ?

Avec un passé de fautes aussi flagrantes, il est clair que la demande présente de déclassification des documents du Russiagate maintenant, et non 50 ans plus tard, doit être exécutée si nous voulons connaître le niveau de criminalité qui se passe en coulisses et qui détermine le sort du pays.

Le peuple américain mérite de savoir

Aujourd'hui, nous assistons à la poursuite de cette ruse vieille de plus de sept décennies, qui consiste à prendre pour cible des individus et les accuser d'être des agents russes, sans aucune preuve, afin de les écarter de l'arène politique. L'effort actuel visant à déclassifier les documents de Russiagate et à exonérer Michael Flynn, afin qu'il puisse parler librement des renseignements qu'il connaît, n'est pas une menace pour la sécurité nationale, mais une menace pour ceux qui ont commis une trahison envers leur pays.

Le 6 octobre 2020, le président Trump a ordonné la déclassification des documents d'enquête sur le Russiagate ainsi que des documents classifiés sur les conclusions concernant les courriels d'Hillary Clinton. La publication de ces documents menace de révéler le piège tendu à Trump par l'équipe Clinton avec l'aide des services de renseignement américains.

Le directeur du renseignement national, John Ratcliffe, a récemment rendu publics certains de ces documents, notamment les [notes manuscrites](#) de l'ancien directeur de la CIA, John Brennan, prises lors d'une réunion avec l'ancien président Obama, des notes révélant qu'Hillary Clinton avait approuvé un plan visant à « vilipender Donald Trump et attiser un scandale en prétendant que les services de sécurité russe ont interféré ».

Trey Gowdy, qui a été président de la Commission de surveillance de la Chambre des représentants du 13 juin 2017 au 3 janvier 2019, a déclaré dans [une interview](#), le 7 octobre

2020, qu'il n'avait jamais vu ces documents. Devin Nunes, qui a été président de la commission parlementaire du renseignement du 3 janvier 2015 au 3 janvier 2019, a également déclaré dans une récente interview qu'il n'avait jamais vu ces documents.

Et pourtant, le FBI et la CIA étaient tous deux au courant de ces documents et y ont eu accès. Ils les ont gardés pendant quatre ans, refusant de les divulguer dans le cadre de plusieurs enquêtes gouvernementales qui portaient sur le scandale du Russiagate et qui demandaient les documents pertinents qui étaient en possession des deux bureaux de renseignement. Ces bureaux de renseignements ont-ils l'air de travailler pour la « sécurité nationale » du peuple américain ?

La vérité doit enfin être révélée, sinon le pays va pourrir par la tête, jusqu'au pied.

Cynthia Chung

Article original en anglais : [Treason in America: An Overview of the FBI, CIA and Matters of 'National Security](#), [Strategic Culture](#), le 19 octobre 2020.

Traduit par Wayan, relu par jj pour [le Saker Francophone](#)

La source originale de cet article est [Strategic Culture](#)
Copyright © [Cynthia Chung](#), [Strategic Culture](#), 2020

Articles Par : [Cynthia Chung](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca